

Commission : Conseil de Sécurité historique

Question : 1990 : comment accompagner les transitions démocratiques au sortir de la Guerre Froide ?

Auteur : Roumanie

Suite à la disparition de Gheorghe Gheorghiu-Dej en 1965, dernier chef de la République populaire roumaine, « Nicolae Ceausescu » prend la tête du parti communiste (« Partie ouvrier Roumains »). Il affirme sa montée en pouvoir deux ans plus tard lors des élections. Il déclare dès le début de son mandat la Roumanie non plus comme étant une République populaire mais une République socialiste.

Les premières années du nouveau gouvernement amènent un enrichissement du pays. En effet, l'ordre et la sécurité augmentent, entretenant ainsi une bonne image du futur dictateur au sein du peuple. De plus, les visées politiques concordent avec les attentes de la population. Ceausescu se désolidarise de l'URSS et met en place une politique diplomatique avec les pays de l'Ouest, permettant ainsi au pays d'affirmer son indépendance.

Pour autant, le nouveau dirigeant possède le pouvoir absolu, lui permettant d'installer la « Securitate » ; une police secrète considérée lors de la Guerre Froide comme la plus dangereuse parmi les pays de l'Ouest. Il développe également un « culte de la personnalité », c'est à dire une attitude politique privilégiant son image. En effet, il est appelé « le fils le plus aimé » ou bien encore « le resplendissant militant révolutionnaire ». Il met en avant l'ultra nationalisme, qui se traduit essentiellement par une stigmatisation des Hongrois sous le plan culturelle et géographique ; nous pouvons parler de « Roumanisation ». Les pleins pouvoirs rendent petit à petit Nicolae Ceausescu mégalomane ; il investit dans des infrastructures glorieuses et même délirantes, car ils contrastent avec le niveau de vie général de la population. Il s'agit par exemple du « petit Paris » qui a nécessité plus de 17000 ouvriers et des matières premières particulièrement chères (le cristal, le marbre etc.), ruinant le pays et épuisant ses ressources.

Dans les années 70, en conséquence partielle des crises pétrolières, le pays se retrouve profondément endetté. Afin de résoudre ce problème, le dictateur met en place une politique très restrictive qui avait pour but de rembourser les dettes dans les 3 premières années. Le pays se retrouve dans une misère profonde, où même les produits de base sont devenus rares, comme la nourriture (surtout la viande). Plus aucune importation est considérée dans le gouvernement roumain, Nicolae Ceausescu met en place l'autarcie.

Sous un plan démographique, la déclaration de la loi de 1970 d'Elena Ceausescu (autorisant l'abandon des enfants non-désirés) n'a qu'enfoncé le pays dans une profonde pauvreté puisque plusieurs centaines d'orphelins se retrouvent dans la rue. Les familles roumaines se retrouvent à avoir au moins 5 enfants sous peine de sanctions, l'abandon devient une norme reconnue dans la société.

Sous ces conditions, une révolution éclate le 16 décembre 1989 suite au levée de feu de la Securitate sur des civils venus protestés contre l'exportation d'un prêtre protestant hongrois. Très vite, l'armée révolutionnaire rejoint le parti des révolutionnaires. Cette dernière est un élément crucial, puisque son apport était décisif pour le bien de la révolution. En effet, l'armée nationale est considérée comme étant la seule violence (dite légitime) qu'un chef d'État peut se permettre d'ordonner. Au retour du dictateur de sa visite en Iran, il est capturé par le peuple. Une parodie d'une cour juridique est mise en place et après seulement 50 minutes le couple (Elena et Nicolae) est condamné à mort et exécuté. Leurs corps sont diffusés à la télévision. Le 1 janvier 1989, la Roumanie voit son nouveau pouvoir exécutif contrôlé par un gouvernement.

Bien que les années 1980 sont souvent caractérisées comme une période de tension, la révolution roumaine reste en Europe, l'évènement le plus sanglant de la décennie. Au lendemain de l'insurrection, le pays se trouve dans le chaos ; une économie fragile, contrôlé par les anciens chefs de la Securitate et une politique non surveillée, permettant la fuite des anciens communistes. Ceux-ci ont formé un nouveau parti politique sans lui donner le nom de « communiste » (comme c'est le cas pour « Ion Iliescu »). La démographie est particulièrement mauvaise, puisque même durant le règne de Ceausescu, cette dernière était relativement très basse et la loi d'Elena n'a fait qu'augmenter la

pauvreté moyenne dans la population. L'autarcie enferme le pays à l'Europe occidentale, ce qui instaure dans ce dernier la corruption, la violence et la terreur. Le problème économique crée une impasse à la fois morale et sociale pour le peuple roumain.

Il semble alors obligatoire pour le gouvernement roumain de rendre sa stabilité au pays. Plusieurs mesures sont prises en considération, par exemple de renforcer la place de l'éducation. Suite à un culte de personnalité, une partie non négligeable de la population peut développer des sentiments nostalgiques aux événements passés. Il est alors crucial de bien marquer cette rupture historique sous peine d'un ralentissement politique. Sur ce même plan, la Roumanie doit réaffirmer son identité nationale, les symboles nationaux doivent être changés (version datant de 1960), le bien du pays doit devenir un intérêt commun pour tout le monde. L'économie est un enjeu compliqué pour un pays ayant vécu dans le socialisme ; l'esprit de l'entrepreneuriat semble être inexistant et des prêts ou des fonds humanitaires seront nécessaires pour obtenir un capital fixe. Ceci permettrait de créer des emplois et empêcherait de cette manière une émigration massive de la population. Un plan social pour les orphelins devrait aussi être envisagé.